

(λ)

( N° 405 )

## Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 3 MARS 1905.

---

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1905 (1).

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE BÉTHUNE.

---

MESSIEURS,

Les crédits alloués au Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice précédent se sont élevés à . . . . . fr. 3,581,833 »  
se subdivisant comme suit :

A. Dépenses ordinaires . . . . .	fr. 3,432,633	»
B. Dépenses exceptionnelles . . . . .	149,200	»
Total . . . . .	fr. 3,581,833	»

Le projet de Budget pour 1905 prévoit un chiffre de crédits de . . . . . fr. 3,587,033 »  
soit pour 1905 une augmentation de . . . . . fr. 5,200 »

Aucune dépense extraordinaire n'est prévue au présent Budget, et le chiffre de 3,587,033 francs comprend exclusivement des dépenses ordinaires; il consacre donc une augmentation de dépenses ordinaires de 154,400 francs, dont la justification détaillée est fournie par la note préliminaire au projet de Budget.

Des questions d'intérêt divers ont fait l'objet d'un échange de vues entre votre Section centrale et le Gouvernement. Vous trouverez ci-après les

---

(1) Budget, n° 4, V.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. DE MEESTER, PIRMEZ, DELPORTE, DE THEUX DE MEYLANDT, BRAUN et DE BÉTHUNE.

réponses données par M. le Ministre des Affaires Étrangères aux demandes de renseignements qui lui ont été adressées.

### Traités de commerce.

#### 1<sup>re</sup> Question.

« Quand le Gouvernement compte-t-il saisir le Parlement du nouveau traité de commerce avec l'Allemagne ? »

» Dans quel délai le traité de commerce, à le supposer voté par les parlements allemand et belge, et ratifié, sera-t-il applicable aux relations commerciales ? »

#### Réponse.

« Le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891 conclu le 22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne et qui est actuellement soumis à l'examen de la Chambre, doit, en vertu de l'article 4, entrer en vigueur à une date à fixer, au moins six mois d'avance, de commun accord entre les parties contractantes, mais qui ne peut être postérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1906.

» Le Gouvernement du Roi fera en sorte que cette date soit connue des intéressés belges aussitôt que possible. »

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que votre Section avait formulé cette question à une époque antérieure à la communication du traité du 22 juin 1904, que le Gouvernement a faite en séance de la Chambre du 1<sup>er</sup> février 1905. Le dépôt du projet de loi portant approbation de cet acte international rend superflus les commentaires sur cet objet.

Un avis du Ministère des Affaires Étrangères publié au *Moniteur belge* du 2 mars 1905, donne le renseignement promis par la deuxième partie de la réponse du Gouvernement à la question ci-dessus. Cet avis est formulé dans les termes suivants :

« Par un échange de notes entre le Gouvernement belge et le Gouvernement Impérial allemand, il a été décidé que le traité de commerce et de douane conclu le 6 décembre 1891 entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne, et qui n'avait pas été dénoncé jusqu'ici, cesserait de produire ses effets à partir du 1<sup>er</sup> mars 1906, si le traité additionnel à cet acte diplomatique, signé le 22 juin 1904, n'avait pas été ratifié à la date du 1<sup>er</sup> mars 1906.

» Dans l'intervalle, le régime douanier actuel continuera à être appliqué. »

#### 2<sup>e</sup> Question.

« Des négociations sont-elles ouvertes pour la conclusion de nouveaux traités de commerce avec d'autres pays, spécialement avec l'Autriche-Hongrie ? »

#### Réponse.

« Indépendamment du traité de commerce signé avec l'Allemagne le

22 juin dernier, deux conventions commerciales — l'une avec la Grèce, l'autre avec le Monténégro — ont été conclues par la Belgique en 1904.

» Des pourparlers sont engagés en vue de la conclusion de nouveaux traités de commerce avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Norvège et la Roumanie.

» Le Gouvernement du Roi poursuit les négociations entamées dans le même but avec divers pays extra-européens, notamment avec certaines des Républiques de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud.

» Il est permis d'espérer qu'une entente ne tardera pas à intervenir avec plusieurs de ces pays »

### 3<sup>e</sup> Question.

« L'abolition des droits sur les cafés nous a-t-elle valu des avantages des pays producteurs, tels que le Brésil ?

» Jouissons-nous dans ces pays du régime de la nation la plus favorisée ? »

### Réponse.

« Le Département des Affaires Étrangères n'a pas manqué d'invoquer, vis-à-vis des pays producteurs de café, l'avantage que constitue pour eux l'abolition des droits réalisée en Belgique.

» Les pourparlers engagés à ce sujet n'ont pu aboutir jusqu'ici à la concession de faveurs douanières autres que celles résultant de l'application du traitement de la nation la plus favorisée. »

Votre Section croit pouvoir se borner à prendre acte des diverses communications qui précèdent. Elle signale cependant à l'attention spéciale du Gouvernement, les efforts faits par les États-Unis de l'Amérique du Nord pour s'assurer au Brésil une position commerciale privilégiée.

### Conventions protectrices du travail.

Dans plusieurs Sections, des membres d'opinions diverses ont soulevé le problème de la législation internationale du travail.

On se rappelle l'initiative mémorable prise à ce propos par l'Empereur d'Allemagne en 1890. La Conférence de Berlin démontra la grandeur du but à atteindre, et, en même temps, les difficultés de fait qui ont mis obstacle jusqu'ici, à la réalisation pratique des vœux consignés au protocole du 29 mars 1890, comme résultat des délibérations de l'assemblée.

La convention franco-italienne du 15 avril 1904 constitue à la fois un hommage aux résolutions humanitaires de la Conférence de Berlin, et une tentative, d'ailleurs timide et partielle, d'en consacrer certains principes par un instrument diplomatique. D'après son préambule, cet acte international a pour but, « d'assurer à la personne du travailleur des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail ».

Pour faciliter l'accomplissement de ce programme, les hautes parties

contractantes se proposent spécialement : « 1° de faciliter à leurs nationaux » travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et de leur ménager » le bénéfice des assurances sociales; 2° de garantir aux travailleurs le » maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur, et de » concourir au progrès de la législation ouvrière ».

Le premier objet se trouve réalisé : a) par la conclusion, sous la date du 15 avril 1904, d'un arrangement relatif aux caisses d'épargne analogue à celui que la Belgique possède avec la France depuis le 4 mars 1897;

b) Par un engagement d'ouvrir à Paris des négociations relatives à un régime de réciprocité :

1° Pour l'encaissement des cotisations et le paiement des pensions acquises aux ouvriers des deux nationalités;

2° En matière de pensions de vieillesse ou d'invalidité, aussitôt après le vote respectif de dispositions législatives projetées sur la matière dans les deux pays;

3° En matière d'accidents du travail;

4° En matière d'assistance pour les caisses de chômage ou autres similaires, subventionnées par les pouvoirs publics.

Il est entendu entre parties que ces divers actes internationaux seront conclus pour un terme de cinq ans et continués par tacite reconduction avec préavis d'un an.

A part de la disposition relative aux caisses d'épargne, dont nous jouissons déjà dans nos relations avec la France, les clauses ci-dessus ont donc un caractère éventuel. C'est un programme généreux, et nous espérons que sa réalisation ne bénéficiera pas seulement aux relations franco-italiennes, mais aussi à celles des autres pays européens, et en particulier de la Belgique. Depuis plusieurs années, d'ailleurs, votre Section centrale chargée de l'examen du Budget des Affaires Étrangères, n'a pas manqué d'encourager le Gouvernement à entrer dans cette voie, notamment pour la matière des accidents du travail, pour l'assistance publique, pour les adjudications, pour le traitement de ces travailleurs infatigables et modestes que sont les voyageurs de commerce, et pour d'autres objets similaires.

Dans le même ordre d'idées, la convention franco-italienne stipule également des mesures de protection qui seront très utiles pour prévenir les abus maintes fois constatés en ce qui concerne les jeunes Italiens embauchés pour servir en France.

La seconde partie du traité signé le 15 avril 1904 par MM. Barrère et Tittoni est avant tout un hommage à l'idéal généreux de la réglementation internationale du travail, et une promesse de bonne volonté pour l'avenir; tel est l'objet de l'article 3, dont voici le texte :

« Au cas où l'initiative serait prise par l'un des deux États contractants ou » par un des États avec qui ils entretiennent des relations diplomatiques, de » convoquer divers Gouvernements à une conférence internationale dans le » but d'unifier, par des conventions, certaines dispositions des lois protec- » trices des travailleurs, l'adhésion de l'un des deux Gouvernements au pro- » jet de conférence, entraînerait de la part de l'autre Gouvernement, une » réponse favorable en principe. »

Enfin, une mesure d'application, suggérée également par les protocoles de

la Conférence de Berlin, est prise; le Gouvernement italien s'oblige à compléter et à étendre l'organisation de son inspection du travail, en vue de faire observer les lois en vigueur sur le travail des femmes et des enfants, et un protocole additionnel précise les dispositions légales visées par cette stipulation.

Le *Journal des Débats*, appréciant cette partie de la convention, dit assez justement : « Là nous nous trouvons en présence de promesses et d'intentions. Si bonnes soient ces dernières, ce ne sont que des intentions. Il s'agit, en effet, de la réglementation du travail dans les deux pays. Or, la législation, de ce côté, est loin d'être la même en France et en Italie. La convention s'efforce de les mettre sur le même pied. Cependant, l'Italie ne possède pas encore un service d'inspection du travail, et elle ne peut faire respecter une loi du 19 juin 1902, qui régit plus étroitement le travail dans l'industrie de ce pays. En définitive, la convention tend à pousser l'Italie dans la voie d'une réglementation semblable à celle de la France, et cela relativement au travail des femmes et des enfants, avec les prescriptions du repos hebdomadaire, de la limitation de la journée de travail à onze heures, etc. Nous comprenons bien que si l'on parvenait à établir une uniformité de réglementation du travail en Italie et en France, il y aurait à cela un avantage certain pour l'industrie française, puisque la durée du travail se trouverait ainsi réduite en Italie et mettrait nos nationaux en état de supériorité. On nous a infligé le remède gênant d'une réglementation de plus en plus tracassière, et l'on voudrait l'appliquer en Italie pour que nos industriels ne se plaignent pas de supporter des charges que leurs voisins n'ont pas. Mais il reste à savoir si l'Italie peut établir de telles réglementations, si la productivité de ses ouvriers est assez grande pour permettre l'abaissement de la journée de travail... Il y a plus, il faut que ceux des industriels italiens qui ne sont pas encore outillés pour produire plus en un temps moindre, renouvellent leurs machines, modifient leurs procédés, etc., ce qui demandera du temps, de l'argent, et ne laissera pas de provoquer des doléances. Aussi bien, de ce côté de la réglementation internationale du travail y a-t-il des difficultés grandes, résultant de la différence des climats, des mœurs et de la nature des industries. La dose du remède social qui s'appelle la réglementation doit tenir grand compte des tempéraments. Nous ne prétendons pas que toute cette partie de la convention doive être lettre morte, mais il est fort à craindre que ces intentions ne se heurtent à des difficultés, d'ordre contingent, insurmontables. »

En faisant dans cette appréciation la part d'exagération et de pessimisme due au manchestérianisme évident de son auteur, il demeure constant, que la première tentative pratique et d'ailleurs partielle de réalisation du projet énoncé naguère à Berlin, demeure, dans une très large mesure, purement platonique. Elle se heurte aux mêmes obstacles que ceux rencontrés naguères par la Conférence de Berlin. Telle qu'elle est, avec ses lacunes et ses imperfections, la convention franco-italienne constitue cependant une première étape dans une voie noble et généreuse. L'évolution qu'elle consacre sera probablement lente et hérissée d'obstacles, elle n'en est pas moins inévitable.

On a signalé avec raison que le droit des gens, descendant de la sphère purement politique, « est entré dans la voie de l'administration internationale, réglant à son point de vue les fonctions de la vie commune des » peuples <sup>(1)</sup> ».

La chose est vraie dans l'ordre commercial, et nous le rappelions à cette même place il y a deux ans : A la Belgique plus encore qu'à l'Angleterre s'applique cet aphorisme d'un diplomate éminent, Sir Édmond Monson, alors ambassadeur d'Angleterre à Paris : « la diplomatie est devenue l'intime » associée du progrès commercial <sup>(2)</sup> ».

Dans l'ordre social, si intimement associé aux conditions d'une production saine et normale, on peut affirmer, que le mouvement qui porte toutes les nations européennes à jeter les bases d'un code nouveau du travail, aura une répercussion certaine sur le droit des gens. Sans doute, les difficultés seront-elles considérables, mais, en fin de compte, on peut espérer que la diplomatie ne demeurera pas seulement l'intime associée du progrès commercial, mais qu'elle deviendra l'un des artisans efficaces du progrès social.

La dernière manifestation de cette transformation de la société internationale date d'hier. C'est l'appel lancé par le Roi d'Italie en faveur de la constitution d'un office international agricole. Nul doute que dans cet ordre d'idées encore, le droit conventionnel des nations ne soit appelé, dans l'avenir, à élargir ses frontières.

Nous concluons de ce qui précède, qu'à des titres divers, la convention franco-italienne du 15 avril 1904 constitue un symptôme méritant de fixer l'attention des hommes politiques et des économistes.

Aussi votre Section centrale, répondant au vœu exprimé dans plusieurs Sections, s'est-elle fait un devoir de saisir l'occasion de cet acte international, pour interroger à nouveau le Gouvernement sur les négociations ouvertes en vue de la conclusion de conventions relatives au travail.

#### 4<sup>e</sup> Question.

« Des négociations ont-elles été entamées en vue de la conclusion de conventions relatives au travail et quels en sont les résultats ?

» Ne serait-il pas opportun de négocier avec la France un traité de l'espèce, lequel, à l'instar du récent traité franco-italien, grouperait dans un ensemble les conventions spéciales existant déjà en semblable matière entre la Belgique et la France et permettrait de les compléter, notamment en assurant sans nouveaux retards, à nos nationaux, en matière d'accidents du travail, un régime analogue à celui dont les sujets français jouissent déjà en Belgique ? »

#### Réponse.

« Le Gouvernement du Roi s'occupe de régler conventionnellement avec les pays limitrophes la question de la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

(1) DESCAMPS, *Les offices internationaux et leur avenir*, § 4, Bruxelles, 1894.

(2) Rapport de la Section centrale sur le Budget des Affaires Étrangères, 1903, p. 5.

» Une entente est à la veille de s'établir à ce sujet avec le Grand-Duché de Luxembourg, et il ne semble pas douteux qu'en présence des dispositions si libérales de la loi belge du 24 décembre 1903 à l'égard des ouvriers étrangers, nos ouvertures ne soient aussi accueillies favorablement par les Gouvernements allemand, français et néerlandais.

» En ce qui concerne la France, des arrangements internationaux y assurent actuellement à nos ouvriers le bénéfice de l'assistance judiciaire, ainsi que de la participation à la caisse d'épargne. Ce sont, pour le premier point, la Convention intervenue le 22 mars 1870 entre la Belgique et la France et la Convention internationale signée à La Haye le 14 novembre 1896, et pour le second, la Convention conclue entre les deux pays le 4 mars 1897.

» L'expérience a fait reconnaître qu'il y a avantage à ne pas comprendre dans un même acte international des matières d'ordre différent. C'est ainsi que le Département des Affaires Etrangères a pris pour règle de ne plus insérer dans les traités de commerce les dispositions concernant les consuls, les clauses visant la protection de la propriété industrielle ou de la propriété littéraire, etc., et de consacrer à ces matières des arrangements distincts.

» De cette manière, en cas de revision du régime s'appliquant à l'un ou l'autre de ces objets, seul l'arrangement qui s'y rapporte doit être dénoncé ou modifié. »

La Section prend acte de la réponse du Gouvernement, en l'engageant à activer, autant que possible, les négociations en cours avec le Gouvernement français relativement à la matière des accidents de travail. Elle réitère le vœu, exprimé par sa devancière de 1904, que la légation du Roi à Paris aboutisse à un résultat avant la mise en vigueur de la loi belge sur les accidents du travail.

« L'opinion ne comprendrait pas, disions nous l'an dernier, qu'une semblable négociation, à l'appui de laquelle les règles de l'équité et la réciprocité philanthropique peuvent être si justement invoquées, ne fût pas poursuivie avec une activité particulière par nos représentants diplomatiques. » Dans l'opinion de votre Section centrale, l'arrangement franco-italien constitue un argument nouveau et puissant en faveur d'une prompt solution de cette affaire.

C'est une bonne nouvelle que celle de la conclusion imminente d'une convention sur la matière des accidents de travail avec le Grand-Duché de Luxembourg. Ce résultat sera particulièrement bien accueilli par l'opinion. A la veille du 73<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance nationale, il prouvera aux habitants du Grand-Duché de Luxembourg, combien la Belgique apprécie le maintien et le développement des relations particulières d'amitié et de solidarité traditionnelles entre les deux pays.

Une autre matière d'intérêt social qui paraît susceptible d'une législation internationale, est la réglementation de l'emploi du phosphore dans la fabrication des allumettes. Quoique cette industrie soit localisée, en Belgique, dans une partie relativement restreinte du pays, et en particulier dans l'arrondissement d'Alost, nul n'ignore la terrible nécrose — le phosphorisme chronique — qu'y engendrait naguère l'emploi imprudent des phosphores.

Depuis notre pays a pris en cette matière une série de dispositions qui ont mis fin aux principaux abus <sup>(1)</sup>, mais auxquelles une réglementation internationale pourrait donner une utile consécration.

L'humanité exige d'ailleurs que les mesures réglementaires de cette industrie soient généralisées. Aussi votre Section a-t-elle cru devoir interroger le Gouvernement sur sa participation à la Conférence internationale dont la Suisse a pris l'initiative de cette matière.

#### 5<sup>e</sup> Question.

« Le Gouvernement a-t-il reçu une invitation à une Conférence internationale pour la réglementation de l'emploi du phosphore dans la fabrication des allumettes, et éventuellement quelle suite compte-t-il donner à cette invitation? »

#### Réponse.

« Le Gouvernement belge a été invité par le Conseil fédéral suisse à se faire représenter à une Conférence internationale, qui se réunira à Berne le 8 mai 1903, en vue d'établir une entente sur les deux questions se rattachant à la législation ouvrière :

» 1<sup>o</sup> Interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes;

» 2<sup>o</sup> Interdiction, pour les femmes, du travail industriel de nuit.

» Il entre dans les intentions du Gouvernement du Roi de prendre part à la dite Conférence. »

### Publication d'un Recueil des traités.

Une Section avait exprimé le désir de voir prendre des mesures pour centraliser l'étude des conventions internationales en matière de contrat de travail. Les considérations développées ci-dessus établissent que les traités de l'espèce sont restés très rares jusqu'à présent. Aussi votre Section centrale, tout en rendant hommage au but envisagé par le vœu rappelé ci-dessus, a-t-elle cru plus opportun de généraliser sa demande, en priant le Gouvernement d'encourager la publication systématique de tous les actes internationaux. Cette question semblait d'autant plus intéressante qu'une initiative particulière intelligente s'est produite récemment, dans cet ordre d'idées, avec le concours financier des principaux États civilisés. La réponse du Ministre des Affaires Étrangères fait connaître que le Gouvernement belge a accordé également son appui à cette œuvre scientifique.

#### 6<sup>e</sup> Question.

« Le Gouvernement ne pourrait-il faciliter l'étude, en Belgique, des conventions internationales conclues entre les pays étrangers, notamment en matière de contrat de travail, en encourageant la publication intégrale ou résumée de ces documents? »

---

(1) Arrêtés royaux des 25 mars 1890; 26 décembre 1892; 19 février 1893 et 15 avril 1893 art. 3.



## Réponse.

« Le Département des Affaires Étrangères s'est toujours montré désireux de faciliter l'étude des conventions internationales. A diverses reprises, il a encouragé les publications destinées à mettre d'une façon pratique à la portée des intéressés le texte des traités et conventions conclus par la Belgique avec les pays étrangers.

» Tout récemment, il a tenu à contribuer par un subside à la publication du *Recueil international des traités du XX<sup>e</sup> siècle*, lequel contiendra le texte de tous les arrangements internationaux intervenant entre les divers États du globe.

» Le Gouvernement, qui, précédemment déjà, a publié un recueil pratique à l'usage des travailleurs, se prêtera très volontiers à compléter éventuellement cette publication par les indications nouvelles qui seraient jugées opportunes. »

## Traité d'arbitrage.

La question suivante a trait à l'arbitrage :

7<sup>e</sup> Question.

« A. Le Gouvernement s'est-il préoccupé de la négociation de traités d'arbitrage ?

» B. Est-il à la connaissance du Gouvernement que le Ministre de Belgique près de S. M. le Roi d'Italie négocierait la conclusion d'un traité d'arbitrage entre l'État Indépendant du Congo et l'Italie ? »

## Réponse.

« A. Le Gouvernement a engagé depuis plusieurs mois des négociations pour la conclusion de traités d'arbitrage.

» Ces négociations ont abouti déjà à Saint-Petersbourg, à Berne, à Stockholm et à Madrid. Elles se poursuivent avec plusieurs autres pays.

» Le Gouvernement a l'intention de soumettre les traités à l'assentiment des Chambres au cours de la présente session. »

« B. Le Ministre de Belgique auprès du Roi d'Italie n'a pas été invité à engager avec le Gouvernement italien, au nom de l'État Indépendant du Congo, une négociation tendant à la conclusion d'un traité d'arbitrage. »

La question relative à l'intervention prétendue du Ministre de Belgique à Rome dans la conclusion d'un traité d'arbitrage entre l'État Indépendant du Congo et l'Italie émane de la minorité de la Section centrale.

Par courtoisie envers l'opposition, qui a insisté sur ce point, la majorité n'a pas voulu refuser de poser la question, mais elle tient à marquer expres-

sément qu'elle n'entend pas jeter le moindre blâme, au contraire, sur les fonctionnaires qui, en matière diplomatique comme dans l'ordre des choses militaires, administratives ou judiciaires, seraient appelés à prêter momentanément à l'État Indépendant du Congo un concours qui ne met en rien, en péril, le régime de l'union personnelle, tel qu'il est sanctionné par le pouvoir législatif belge.

Au surplus, des agents diplomatiques ou des fonctionnaires belges, ont fréquemment négocié, au nom de l'État Indépendant du Congo, des arrangements diplomatiques d'une autre importance qu'un traité d'arbitrage. Tel fut, entre autres, le cas pour la Convention du 23 mai 1891 avec le Portugal, signée par M. Édouard de Grelle Rogier, à cette époque Ministre plénipotentiaire de Belgique à Lisbonne, et pour l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, du 2 juillet 1890, où l'un des plénipotentiaires de l'État Indépendant du Congo était M. Auguste Van Maldegem, conseiller à la Cour de cassation. L'expérience a prouvé que cette pratique n'entraîne aucun inconvénient.

### Rémunération du personnel diplomatique.

Il résulte des développements au projet de Budget, qu'à côté des transferts ayant pour but de réunir en un seul crédit les dépenses de personnel relatives à nos Légations, l'article 6 consacre une augmentation de crédits de . . . . . fr. 147,000 » se répartissant comme suit :

1° Indemnités à accorder à des agents diplomatiques non rétribués . . . . .	14,000 »
2° Complément pour porter à 21,000 francs le traitement de Ministre de Belgique au Caire qui, précédemment, n'était que de 18,000 francs . . . . .	3,000 »
3° Améliorations réclamées à diverses reprises au sein du Parlement en faveur des chefs de missions . . . . .	130,000 »

La Section centrale a demandé la décomposition de ce dernier chiffre.

#### 8° Question.

« Comment se répartit la somme de 130,000 francs prévue pour améliorations de position en faveur des chefs de mission? »

#### Réponse.

« La réponse à cette question se trouve dans le tableau ci-annexé, lequel donne le détail de l'augmentation de 258,000 francs renseignée dans les développements de l'article 6 du projet de Budget. »

POSTES.	ANCIEN RÉGIME.		NOUVEAU RÉGIME.	
	Traitement.	Indemnité.	Traitement.	Indemnité de logement et frais de représentation.
Allemagne . . . . .	58,000 »	6,000 »	21,000 »	50,000 »
Autriche . . . . .	58,000 »	6,000 »	21,000 »	50,000 »
Bésil . . . . .	50,000 »	5,000 »	16,000 »	20,000 »
Chine . . . . .	50,000 »	5,000 »	16,000 »	50,000 »
Danemark, Suède et Norwège . . .	25,000 »	5,000 »	21,000 »	12,000 »
Espagne . . . . .	50,000 »	5,000 »	21,000 »	18,000 »
États-Unis . . . . .	58,000 »	5,500 »	21,000 »	45,000 »
France . . . . .	58,000 »	6,000 »	21,000 »	50,000 »
Grande-Bretagne . . . . .	58,000 »	6,000 »	21,000 »	50,000 »
Grèce . . . . .	25,000 »	2,000 »	21,000 »	11,000 »
Italie . . . . .	58,000 »	4,000 »	21,000 »	25,000 »
Japon . . . . .	58,000 »	5,000 »	21,000 »	20,000 »
Luxembourg . . . . .	15,000 »	2,000 »	21,000 »	4,000 »
Maroc . . . . .	25,000 »	5,000 »	16,000 »	12,000 »
Mexique . . . . .	50,000 »	5,000 »	16,000 »	20,000 »
Pays-Bas . . . . .	58,000 »	5,000 »	21,000 »	25,000 »
Perse . . . . .	50,000 »	5,500 »	16,000 »	20,000 »
Portugal . . . . .	25,000 »	5,000 »	21,000 »	12,000 »
Roumanie . . . . .	25,000 »	5,000 »	21,000 »	15,000 »
Russie . . . . .	58,000 »	6,000 »	21,000 »	50,000 »
Saint-Siège . . . . .	50,000 »	4,000 »	21,000 »	19,000 »
Serbie . . . . .	25,000 »	2,000 »	21,000 »	11,000 »
Suisse . . . . .	15,000 »	2,000 »	21,000 »	6,000 »
Turquie . . . . .	50,000 »	5,000 »	21,000 »	20,000 »
	852,000 »	90,000 »	479,000 »	595,000 »
	942,000 »		1,072,000 »	
DIFFÉRENCE : augmentation de 130,000 francs				

### Résidences diplomatiques et consulaires.

Les trois questions suivantes ont trait aux résidences de nos agents diplomatiques ou consulaires.

#### 9<sup>e</sup> Question.

« Le Département ne pourrait-il donner une publicité plus grande aux adresses de nos Légations et aux heures d'ouverture de leurs bureaux. »

## Réponse.

« Le Gouvernement recherchera les moyens les plus propres à satisfaire au désir exprimé. Il fera insérer notamment à l'*Almanach royal* l'indication des adresses de nos Légations et des heures d'ouverture de leurs bureaux. »

10<sup>e</sup> Question.

« Le Gouvernement continue-t-il à se préoccuper de l'acquisition de résidences pour les Légations et certains Consulats d'outre-mer?

» A-t-il étudié sous ce rapport la situation de notre Légation à Washington? »

## Réponse.

« A l'occasion de la discussion du Budget du Département des Affaires Étrangères pour l'année 1902, le Gouvernement a fait connaître ses intentions en ce qui concerne la question de l'aménagement de résidences pour les Légations et les Consulats de carrière dans certains pays.

» Les Chambres sont au courant de ce qui a été fait dans cet ordre d'idées à Constantinople et à Péking.

» En ce moment s'achève la construction d'un hôtel pour le Consulat général à Séoul.

» Persévérant dans cette voie, le Département des Affaires Étrangères a acheté à Shanghai un terrain vaste et bien situé sur lequel il construira une habitation pour le Consulat général.

» L'acquisition d'hôtels pour nos Légations dans d'autres villes, notamment Washington, fait l'objet de l'attention constante du Gouvernement. »

11<sup>e</sup> Question.

« Quel est l'état d'avancement des travaux de construction des hôtels de nos Légations ou des résidences consulaires dans l'Extrême-Orient?

» Un terrain a-t-il été acheté pour la résidence consulaire de Sanghaï et quelle est sa situation topographique? »

## Réponse.

I. *Hôtel de la Légation à Tokio.*

« L'hôtel du Ministre et le pavillon du Secrétaire sont complètement terminés et ils sont occupés.

II. *Hôtel de la Légation à Pékin.*

» Les divers pavillons destinés au personnel de la Légation, de même que la caserne, sont achevés et occupés.

» Les travaux de l'hôtel du Ministre avancent normalement.

III. *Hôtel du Consulat général à Séoul.*

» Les travaux de construction de cet hôtel ont dû, à cause de la guerre,

être suspendus pendant un certain temps, mais ils ont été repris et se poursuivent activement.

» On compte que le bâtiment sera sous toit avant la fin du mois de mai prochain.

#### IV. *Hôtel du Consulat général à Sanghaï.*

» Il y a plusieurs années, notre agent consulaire à Sanghaï a été chargé de tenir le Département des Affaires Étrangères au courant des occasions qui pourraient se présenter d'acheter dans des conditions favorables en cette résidence un hôtel pour le Consulat général.

» Par suite de la grande valeur des immeubles sis à proximité des quais et aussi à cause des prétentions exagérées des rares propriétaires qui consentent à vendre, notre Consul général a dû finir par renoncer au projet de trouver une installation dans cette région.

» Au mois de septembre dernier, notre agent s'est rendu acquéreur, pour compte du Gouvernement, d'un terrain situé à l'angle de deux larges rues, dans le quartier ouest nouveau, à proximité des Consulats généraux des Pays-Bas et d'Italie et du Consulat d'Espagne. Il est séparé du quartier du port par une plaine d'exercices et relié directement par de grandes artères au quartier des affaires. »

#### Situation des Vice-Consuls.

Plusieurs membres de la Section centrale se sont préoccupés du nombre et de la position de nos vice-consuls. Tel est l'objet des deux questions ci-après.

##### 12<sup>e</sup> Question.

« N'y a-t-il pas lieu d'augmenter le traitement initial des vice-consuls, au moins dans certaines résidences? »

##### Réponse.

« Il y a lieu de remarquer que, dans l'organisation consulaire actuelle, les vice-consuls sont des stagiaires qui sont adjoints aux agents d'un grade supérieur en vue de leur formation professionnelle. Ce n'est qu'à l'expiration de ce stage qu'ils peuvent se voir conférer des attributions propres.

» Nos jeunes agents n'exerçant d'autres fonctions que celles qui leur sont déléguées n'ont qu'exceptionnellement à entrer en rapports avec les autorités locales et se trouvent ainsi dispensés en général des frais qu'entraînent les relations officielles suivies.

» Il semble que, dans ces conditions, le traitement initial de 6,000 francs qui leur est alloué soit suffisant.

» Au surplus, il est loisible au Gouvernement de porter ce traitement à 8,000 francs lorsque la mesure est justifiée par les services rendus ou par le coût élevé de la vie dans la résidence attribuée à l'agent.

» Il convient également de ne pas perdre de vue que durant les absences de leur chef, les vice-consuls jouissent d'une indemnité extraordinaire de 500 francs par mois, à raison de la gerance intérimaire du poste. »

13<sup>e</sup> Question.

« Quel est le nombre et la résidence actuelle de nos vice-consuls? »

## Réponse.

« Les vice-consuls de carrière actuellement en fonction sont au nombre de 32.

» Des agents de ce grade sont adjoints aux Légations à Constantinople, à Pékin (deux agents), à Téhéran, à Tokio et à Washington, ainsi qu'aux Consuls de carrière à Bangkok, à Bombay, à Buenos-Ayres, à Capetown, à Caracas, à Cologne, à Guatemala, à Hankow, à Johannesburg, à La Havane, à La Paz, à Lima, à Manille, à Melbourne, à Ottowa, à Santiago du Chili, à Sainte-Croix de Ténériffe, à Séoul, à Shanghai (deux agents), à Smyrne, à Sophia et à Tunis.

» Trois agents, en ce moment à la disposition du Département, sont à la veille de recevoir leur destination. »

## Bourses de voyage.

Une dernière question concerne les bourses de voyage. Depuis le développement pris par le haut enseignement commercial en Belgique, l'institution des bourses de voyage a été réorganisée. En vue de s'assurer du bon fonctionnement de ce rouage et de ses résultats pratiques, la Section centrale a prié le Gouvernement de répondre d'une façon précise sur les points ci-après énumérés :

14<sup>e</sup> Question.

- « A. Quel est le nombre actuel des titulaires de bourses de voyage?  
 » B. Quelle est leur résidence respective et quelle position y occupent-ils?  
 » C. Quelles sont les mesures prises en vue d'obtenir que, conformément au but de l'institution dont ils bénéficient, les boursiers s'établissent à l'étranger d'une manière durable? »

## Réponse.

« A. Dix-huit licenciés en sciences commerciales jouissent actuellement d'une bourse de voyage.

» B. Ils résident dans les contrées suivantes : un dans l'Afrique australe, un en Australie, un au Bornéo britannique, un au Canada, quatre en Chine, un en Égypte, quatre aux États-Unis d'Amérique, un au Guatemala, un aux îles Philippines, un dans l'Inde britannique, un à Singapore, un en Suède.

» Dix boursiers sont au service de maisons commerciales ou industrielles; six s'occupent de la représentation de maisons belges; un est employé dans une banque; un a été attaché provisoirement à la Commission belge de l'Exposition internationale de Saint-Louis en vue de faciliter son établissement définitif aux États-Unis.

» C. Lors de l'allocation des bourses, il est formellement déclaré aux bénéficiaires que le subside leur est accordé en vue d'un établissement définitif en pays étranger.

» Le Gouvernement ne met d'ailleurs en paiement la bourse que lorsque le candidat a fourni des renseignements précis sur les conditions dans lesquelles s'effectuera son expatriation. Il est largement tenu compte, dans l'examen de ces conditions, des engagements que le jeune licencié a pu contracter, par son initiative propre, avec des maisons disposées à traiter des affaires avec la Belgique.

» Les consuls en fonctions dans les pays où s'établissent les boursiers ont, d'autre part, à fournir semestriellement un rapport destiné à permettre au Département des Affaires Étrangères de se rendre compte du succès de l'expatriation.

» Le Gouvernement se réserve d'examiner si d'autres mesures ne pourraient utilement être prises sans dépasser le but que l'on a en vue. C'est ainsi qu'il examine s'il ne serait pas opportun de subordonner la liquidation de la troisième annuité de la bourse à certaines conditions établissant que le titulaire a tiré un juste parti du subside mis à sa disposition. »

### Votes sur le Budget.

En Sections, les suffrages se sont répartis comme suit :

1<sup>re</sup> Section : le budget est adopté par 10 voix contre une.

2<sup>e</sup> Section : 10 votes affirmatifs et 1 abstention.

3<sup>e</sup> Section : 11 oui et 5 non.

4<sup>e</sup> Section : 6 suffrages affirmatifs et 6 abstentions.

5<sup>e</sup> Section : budget adopté par 12 voix et 6 abstentions.

6<sup>e</sup> Section : 11 oui et 2 abstentions.

Soit au total 60 oui, 6 non et 15 abstentions.

La Section centrale a adopté le projet à l'unanimité moins un vote négatif et une abstention.

En conséquence, la Section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet de loi.

*Le Rapporteur,*

B<sup>ON</sup> L. DE BÉTHUNE.

*Le Président,*

F. SCHOLLAERT.



# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 3 MAART 1905.

---

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1905 (1).

---

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE BÉTHUNE.

---

MIJNE HEEREN,

De kredieten, toegekend aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1904, bedroegen . . . . . fr. 3,581,833 »  
onderverdeeld als volgt :

A. Gewone uitgaven . . . . .	fr. 3,432,633	»
B. Buitengewone uitgaven . . . . .	149,200	»
Te zamen . . . . .	fr. 3,581,833	»

Het ontwerp van Begrooting voor 1905 voorziet kredieten tot beloop van . . . . . fr. 3,587,033 »  
dus voor 1905 eene verhooging van . . . . . fr. 5,200 »

Op de Begrooting voor het loopende jaar zijn geene buitengewone uitgaven voorzien, en het cijfer van 3,587,033 frank bevat enkel gewone uitgaven, dus 154,400 frank meer, waarover omstandige uitleggingen worden gegeven in de inleidingsnota van het ontwerp van Begrooting.

Tusschen uwe Middenafdeeling en de Regeering werden gedachten gewisseld over vraagstukken van verschillend belang. Verder zult gij het antwoord

---

(1) Begrooting n<sup>o</sup> 4, V.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren DÉ MEESTER, PIRNEZ, DELPONTE, DE THOUX DE MEYLANDT, BRAUN en DE BÉTHUNE.



aantreffen, dat de heer Minister van Buitenlandsche Zaken gaf op de hem gedane vragen om inlichting.

### Handelsverdragen.

#### 1<sup>e</sup> Vraag.

« Wanneer denkt de Regeering het nieuw handelsverdrag met Duitschland aan de Kamer te onderwerpen? »

» Binnen welk tijdsbestek zal het handelsverdrag, — ondersteld dat het wordt goedgekeurd door de Duitse en de Belgische Kamers en bekrachtigd, van toepassing zijn op de handelsbetrekkingen? »

#### Antwoord.

« Het verdrag tot aanvulling van het handelsverdrag van 6 December 1891, tusschen België en Duitschland den 22<sup>n</sup> Juni 1904 gesloten en thans aan het onderzoek der Kamer onderworpen, moet, luidens artikel 4, van kracht worden op eenen datum die ten minste zes maanden vooraf tusschen de verdragsluitende partijen wordt besproken, doch niet verder mag reiken dan 1 Juli 1906.

» 's Konings Regeering zal zorgen om dien datum zoo spoedig mogelijk bekend te maken aan de Belgische belanghebbenden. »

't Is bijna niet noodig te doen opmerken dat uwe Afdeeling die vraag stelde voordat het verdrag van 22 Juni 1904 was medegedeeld, iets wat door de Regeering werd gedaan ter Kamervergadering van 1 Februari 1905. Het ontwerp van wet tot goedkeuring van deze internationale akte overgelegd zijnde, zoo worden alle uitleggingen dienaangaande overbodig.

Een bericht van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, afgekondigd in het *Staatsblad* van 2 Maart 1905, geeft de inlichting die werd beloofd in het tweede gedeelte van het antwoord der Regeering op deze vraag. Die nota luidt aldus :

« Bij nota's, tusschen de Belgische Regeering en de Keizerlijke Duitse Regeering gewisseld, is besloten dat het op 6 December 1891 tusschen België en het Duitse Keizerrijk gesloten handels- en tolverdrag, hetwelk tot heden niet was opgezegd geworden, te rekenen van 1 Maart 1906 niet langer van kracht zou zijn, indien het op 22 Juni 1904 ondertekend toegevoegd verdrag tot die diplomatieke akte den 1<sup>n</sup> Maart 1906 niet bekrachtigd mocht zijn.

» Intusschen zal de thans geldende tolbehandeling worden voortgezet. »

#### 2<sup>e</sup> Vraag.

« Zijn er onderhandelingen aangeknoopt tot het sluiten van nieuwe handelsverdragen met andere landen, inzonderheid Oostenrijk-Hongarije? »

#### Antwoord.

« Onverminderd het handelsverdrag met Duitschland, den 22<sup>n</sup> Juni laatst-

leden gesloten, werden in 1904 door België handelsovereenkomsten getroffen met Griekenland en met Montenegro.

» Er zijn onderhandelingen aangeknoopt tot het sluiten van nieuwe handelsverdragen met Oostenrijk-Hongarije, Bulgarije, Noorwegen en Rumenië.

» 's Konings Regeering zet de onderhandelingen voort, die ten zelfden einde zijn aangevangen met verscheidene landen buiten Europa, te weten sommige Republieken in Midden- en in Zuid-Amerika.

» 't Is te hopen dat er eerlang met vele dier landen eene overeenkomst zal worden gesloten. »

### 3<sup>e</sup> Vraag.

« Heeft de intrekking der rechten op koffie ons voordeelen verschaft vanwege de voortbrengende landen, bij voorbeeld Brazilië?

» Genieten wij in die landen het stelsel der meest begunstigde natie? »

### Antwoord.

« Het Departement van Buitenlandsche zaken deed aan de koffie voortbrengende landen opmerken welke voordeelen de intrekking der invoerrechten in België hun verschaft.

» De daarover gevoerde onderhandelingen deden ons tot hertoe nog geene andere voordeelen verschaffen dan die welke volgen uit de toepassing der behandeling als de meest begunstigde natie. »

Uwe Afdeeling acht het voldoende akte te nemen van bovenstaande mededeelingen. Toch vestigt zij de bijzondere aandacht der Regeering op de pogingen, door de Vereenigde-Staten van Noord-Amerika aangewend ten einde in Brazilië een bevoordeelden handelstoestand te verwerven.

### Overeenkomsten tot bescherming van den arbeid.

In vele Afdeelingen werd door leden van verschillende denkwijze gehandeld over de internationale arbeidswetten.

Men zal zich herinneren welk merkwaardig initiatief dienaangaande in 1890 werd genomen door den Duitschen Keizer. Ter Conferentie te Berlijn werd gewezen op het verheven doel dat men wilde bereiken, maar tevens ook op de feitelijke bezwaren, die tot hertoe verhinderden een practisch gevolg te geven aan de wenschen, opgenomen in het protocol van 20 Maart 1900, als uitslag van de beraadslagingen der vergadering.

De Fransch-Italiaansche overeenkomst van 15 April 1904 is eene hulde, gebracht aan de menschlievende beslissingen der Berlijner Conferentie en terzelfder tijd eene overigens schuchtere en gedeeltelijke poging om sommige dezer beginselen te bekrachtigen door eene diplomatische akte. Volgens de inleiding, strekt deze internationale akte « om den persoon van den arbeider » wederkerige waarborgen te verschaffen, zooals die welke de handelsverdragen voorzagen ten opzichte van de voortbrengselen van den arbeid ».

Om het nakomen van dat menschlievend programma te vergemakkelijken, stellen de verdragsluitende partijen zich inzonderheid voor : « 1<sup>o</sup> hunnen

» onderdanen, die in den vreemde arbeiden, het genot te verzekeren van  
 » hunne spaarpenningen en hun het voordeel der sociale verzekeringen te  
 » verschaffen; 2<sup>o</sup> den arbeiders het behoud te waarborgen van de bescher-  
 » mingsmaatregelen, reeds ten hunnen voordeele genomen, en bij te dragen  
 » tot den vooruitgang der arbeidswetgeving ».

Het eerste punt is verwezenlijkt : a) door eene overeenkomst, den 15<sup>n</sup> April 1904 gesloten ten aanzien der spaarkassen, in den aard dergene welke België met Frankrijk bezit sedert 4 Maart 1897;

b) Door eene verbintenis om te Parijs onderhandelingen aan te knoopen betreffende een stelsel van wederkeerigheid :

1<sup>o</sup> Voor het innen van de bijdragen en het betalen van de pensioenen, verworven door werklieden van beide landen ;

2<sup>o</sup> In zake van ouderdoms- of invaliditeitspensioenen, onmiddellijk nadat wederzijds de over die zaak in beide landen ontworpen wetsbepalingen zijn goedgekeurd ;

3<sup>o</sup> In zake van arbeidsongevallen ;

4<sup>o</sup> In zake van onderstand voor de fondsen tegen arbeidsstilstand of andere dergelijke, door de openbare machten ondersteund.

Tusschen partijen wordt afgesproken dat die verschillende internationale akten worden gesloten voor een termijn van vijf jaar en door stilzwijgende vernieuwing voortduren mits opzegging een jaar vooraf.

Behalve de regeling betreffende de spaarkassen, die reeds geldt voor onze betrekkingen met Frankrijk, zijn bovenstaande bepalingen dus van eventueelen aard. 't Is een edelmoedig programma, en wij hopen dat dezes verwezenlijking niet enkel ten goede zal komen aan de Fransch-Italiaansche betrekkingen, maar ook aan die met andere Europeesche landen, inzonderheid België. Sedert jaren, overigens, werd door uwe Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begroting van Buitenlandsche Zaken, de Regeering aangemoedigd om dezen weg te betreden, namelijk in zake van arbeidsongevallen, openbaren onderstand, aanbestedingen, de behandeling van die overmoeibare en nederige arbeiders de handelsreizigers, en voor andere zaken van denzelfden aard.

In denzelfden zin bepaalt de Fransch-Italiaansche overeenkomst insgelijks beschermingsmaatregelen, die zeer nuttig zullen zijn tot het voorkomen van de menigmaal vastgestelde misbruiken ten opzichte van jonge Italianen, aangeworven om in Frankrijk te dienen.

Het tweede deel van het verdrag, den 15<sup>n</sup> April 1904 onderteekend door de heeren Barrère en Tittoni, is vooral eene hulde aan het edelmoedig ideaal van internationale arbeidsregeling en eene belofte van goeden wil voor de toekomst; daartoe strekt artikel 3, luidende als volgt :

« In geval door een van beide verdragsluitende Staten of door een der  
 » Staten waarmede zij diplomatische betrekkingen onderhouden, het  
 » initiatief werd genomen om verscheidene Regeeringen bijeen te roepen  
 » op eene internationale conferentie, strekkend om door overeenkomsten  
 » sommige bepalingen der wetten tot bescherming der arbeiders een te  
 » maken, zou het toetreden van eene der twee Regeeringen tot het ontwerp  
 » van conferentie, vanwege de andere Regeering een aan het beginsel  
 » gunstig antwoord medebrengen. »

Eindelijk is een maatregel van toepassing getroffen, die insgelijks werd ingegeven door de protocollen der Berlijner Conferentie; de Italiaansche Regeering verplicht zich haar arbeidstoezicht aan te vullen en uit te strekken, de bestaande wetten op den arbeid van vrouwen en kinderen te doen naleven, en door een toegevoegd protocol worden de in deze overeenkomst bedoelde wetsbepalingen verduidelijkt.

Het *Journal des Débats*, dit gedeelte der overeenkomst beoordeelende, zegt nogal juist : « Hier staan wij tegenover beloften en inzichten. Hoe goed » deze laatste ook mogen wezen, het zijn toch niets anders dan inzichten. » Het geldt, trouwens, de arbeidsregeling in beide landen. Welnu, in dat » opzicht zijn de wetten op verre na niet dezelfde in Frankrijk en in Italië. » De overeenkomst tracht ze op denzelfden voet te plaatsen. Italië bezit » evenwel nog geen dienst van arbeidstoezicht, en kan de wet van » 19 Juni 1902, die nauwer den arbeid in de nijverheid van dat land regelt, » niet doen eerbiedigen. De overeenkomst strekt eigenlijk om Italië aan » te zetten tot eene regeling zooals die van Frankrijk, en wel betreffende den » arbeid van vrouwen en kinderen, met invoering van wekelijksche rust, » beperking van den arbeidsdag tot elf uren, enz. Heel goed begrijpen wij, » dat zoo men den arbeid in Italië en in Frankrijk op dezelfde wijze kon » regelen, dit een stellig voordeel zou verschaffen aan de Fransche nijver- » heid, vermits de arbeidsduur daardoor in Italië verminderd zou worden, » wat onze landgenooten in een staat van meerderheid zou verplaatsen. » Men heeft ons het hinderend hulpmiddel eener immer meer kwellende » regeling opgedrongen, en zou het in Italië willen toepassen, opdat onze » nijveraars niet zouden klagen over lasten die hunne naburen niet te » dragen hebben. Doch er blijft te weten of Italië dergelijke regelingen kan » invoeren, of de voortbrengende kracht zijner werklieden aanzienlijk » genoeg is om den arbeidsdag te kunnen verminderen... Wat meer zegt, » diegenen onder de Italiaansche nijveraars, welke er nog niet zijn naar » ingericht om in minder tijd meer voort te brengen, moeten hunne werk- » tuigen vernieuwen, hunne werkwijze veranderen, enz., en dat zal tijd en » geld vergen, en voorzeker klachten verwekken. Ook bestaan er in dat » opzicht der internationale arbeidsregeling groote bezwaren, volgende uit » het verschil van klimaat, van zeden en van den aard der nijverheid. Bij » het toedienen van de dosis sociaal geneesmiddel dat regeling heet, hoeft » men grootendeels rekening te houden met de gesteldheid. Wij beweren » niet dat gansch dit gedeelte der overeenkomst eene doode letter moet » blijven, doch het is sterk te vreezen dat deze inzichten zullen stuiten op » onoverkomelijke bezwaren van toevalligen aard. »

Nadat men voor deze beoordeeling rekening heeft gehouden met de overdrijving en het pessimisme, te wijten aan het blijkbaar manchesterianisme van den schrijver, is het uitgemaakt dat de eerste practische en overigen, gedeeltelijke poging tot het verwezenlijken van het vroeger te Berlijn uiteengezet ontwerp, in zeer ruime mate louter platonisch blijft. Zij ontmoet dezelfde hinderpalen als die waarop indertijd de Berlijner Conferentie stuitte. Doch zooals zij bestaat, met hare leemten en onvolmaaktheden, is de Fransch-Italiaansche overeenkomst niettemin een eerste stap tot een edel en grootmoedig streven. De door haar bekrachtigde ommekeer zal waarschijn-

lijk traag geschieden en door hinderpalen zijn omgeven, maar toch is hij onvermijdelijk. Met reden is er gezegd dat het volkenrecht, zich loswerkend uit den louter politieken kring, « is getreden op het gebied van het internationaal bestuur, dat van zijn standpunt de verrichtingen van het gemeenschappelijk leven der volkeren regelt (1) ».

Dat is waar in zake van koophandel, en wij herinnerden het twee jaar geleden : « Meer nog dan op Engeland, is op België van toepassing deze kernspreuk van eenen uitstekenden diplomaat, sir Edmund Monson, gezant te Parijs : « De diplomatie is de nauwe vennoot van handelsvoortgang geworden (2) ».

Op sociaal gebied, zoo innig verbonden aan de voorwaarden eener gezonde en geregelde voortbrenging, mag worden gezegd dat de beweging, die alle Europeesche volkeren aanzet om de grondslagen van een nieuw arbeidswetboek te leggen, stellig haren invloed zal uitoefenen op het volkenrecht. Ongetwijfeld zullen er aanzienlijke gevaren oprijzen, doch op den duur mag men hopen dat de diplomatie niet enkel de nauwe vennoot van den handelsvoortgang zal blijven, maar ook een der doelmatige bewerkers van maatschappelijken voortgang worden.

De jongste uiting van deze vervorming der internationale samenleving is de oproep, onlangs door den Koning van Italië gedaan tot het inrichten van een internationalen landbouwdienst. Ongetwijfeld zal ook op dat gebied het conventionneel volkenrecht voortaan zijne grenzen uitbreiden.

Uit het voorgaande leiden wij af dat de Fransch-Italiaansche overeenkomst van 15 April 1904 in meer dan één opzicht een voortteeken is dat de aandacht van politieke mannen en huishoudkundigen verdient.

Ook heeft uwe Middenafdeeling, beantwoordend aan den wensch, in vele Afdelingen uitgedrukt, zich ten plichte gerekend de gelegenheid dezer internationale akte te baat te nemen, om andermaal de Regeering te ondervragen over de aangeknoopte onderhandelingen, met het oog op het sluiten van nieuwe arbeidsovereenkomsten.

#### 4<sup>o</sup> Vraag.

« Werden er onderhandelingen aangeknoopt ten einde arbeidsovereenkomsten te sluiten, en welke zijn de uitslagen?

» Ware 't niet raadzaam, met Frankrijk een verdrag te sluiten, waarin, naar 't voorbeeld van het onlangs gesloten Fransch-Italiaansch verdrag, de op dat gebied tusschen België en Frankrijk reeds bestaande bijzondere overeenkomsten zouden worden samengevoegd, wat zou veroorloven ze aan te vullen, namelijk door zonder nieuw uitstel aan onze landgenooten, in zake van arbeidsongevallen, een stelsel te verzekeren, overeenkomstig ditgene wat Fransche onderdanen in België reeds genieten? »

#### Antwoord.

« 's Konings Regeering beijvert zich om door middel van overeenkomsten

(1) DESCAMPS, *Les offices internationaux et leur avenir*, § 4, Brussel, 1895.

(2) Verslag der Middenafdeeling over de Begrooting van Buitenlandsche Zaken, 1905, blz. 4.

met de aanpalende landen het vraagstuk der vergoeding van arbeidsongevallen te regelen.

» Eerlang zal daarover eene overeenkomst worden gesloten met het Groothertogdom Luxemburg, en het valt niet te betwijfelen of, gezien de zoo vrijzinnige bepalingen der Belgische wet van 24 December 1903 ten opzichte van vreemde werklieden, onze voorstellen gunstig zullen onthaald worden door de Duitse, de Fransche en de Nederlandsche Regeering.

» Wat Frankrijk betreft, daar genieten, ten gevolge der internationale overeenkomsten, onze werklieden reeds het voordeel van rechterlijken bijstand, alsmede van deelneming aan de spaarkas. Voor het eerste punt hebben wij de Overeenkomst van 22<sup>n</sup> Maart 1870, tusschen België en Frankrijk, alsmede de internationale Overeenkomst, den 14<sup>n</sup> November 1896 te 's Gravenhage gesloten, en voor het tweede, de Overeenkomst, den 4<sup>n</sup> Maart 1897 tusschen beide landen aangegaan.

» Uit de ervaring is gebleken dat het niet raadzaam is zaken van verschillende aard in eene zelfde internationale akte te regelen. Daarom heeft het Departement van Buitenlandsche Zaken als stelsel aangenomen in handelsverdragen geene bepalingen ten opzichte der consuls meer op te nemen, evenmin als bepalingen betreffende bescherming van den nijverheidseigendom, den letterkundigen eigendom, enz., en voor die zaken afzonderlijke overeenkomsten te sluiten.

» Zodoende, hoeft, in geval van herziening van het stelsel betreffende eene of andere dier zaken, slechts de overeenkomst dienaangaande te worden opgezegd of gewijzigd. »

De Afdeeling neemt akte van het antwoord der Regeering en raadt haar zooveel spoed als mogelijk is bij te zetten aan de onderhandelingen met de Fransche Regeering, in zake van arbeidsongevallen. Zij herhaalt den wensch, verleden jaar door hare voorgangster uitgedrukt, opdat 's Konings gezantschap te Parijs tot een uitslag zou geraken, voordat de Belgische ongevallenwet van kracht wordt.

« De openbare meening zou niet begrijpen, zegden wij verleden jaar, dat dergelijke onderhandeling, tot staving waarvan men zich met zooveel recht mag beroepen op de regelen der billijkheid en der menschlievende wederkeerigheid, niet bijzonder krachtadig werd voortgezet door onze gezanten. » Naar het gevoelen uwer Middenafdeeling, is de Fransch-Belgische overeenkomst een nieuw en machtig bewijs ten voordeele eener spoedige oplossing van die zaak.

De nakende sluiting van eene overeenkomst met het Groothertogdom Luxemburg, in zake van arbeidsongevallen, is eene goede tijding. Deze uitslag zal door de openbare meening bijzonder gunstig worden onthaald. Bij 't naderen der 75<sup>e</sup> verjaring van 's lands onafhankelijkheid, zal hij aan de inwoners van het Groothertogdom Luxemburg bewijzen hoeveel prijs België hecht aan het handhaven en uitbreiden van de betrekkingen van bijzondere vriendschap en door overlevering voortgezette solidariteit tusschen beide landen.

Eene andere zaak van maatschappelijk belang, die vatbaar schijnt voor eene internationale wetgeving, is de regeling van het gebruik van phosphor bij het vervaardigen van zwavelstekjes. Ofschoon deze nijverheid in België is

beperkt tot eene betrekkelijk kleine streek des lands, inzonderheid het arrondissement Aalst, toch kent iedereen de verschrikkelijke beenderziekte, indertijd verwekt door onvoorzichtig verwerken van phosphor. Ook werden in ons land eene reeks maatregelen genomen, die de voornaamste misbruiken uitroelden (1); doch door eene internationale overeenkomst zouden zij met nut kunnen bekrachtigd worden.

De menschlievendheid vergt overigens dat de maatregelen tot regeling dier nijverheid algemeen worden gemaakt. Ook dacht uwe Afdeeling de Regeering te moeten ondervragen over hare deelneming aan de internationale Conferentie, door Zwitserland voor die zaak op touw gezet.

#### 5<sup>e</sup> Vraag.

« Kreeg de Regeering eene uitnoodiging tot eene internationale Conferentie voor het regelen van 't gebruik van phosphor bij de vervaardiging van zwavelstekjes, en zoo ja, welk gevolg denkt zij aan die uitnoodiging te geven? »

#### Antwoord.

« De Belgische Regeering werd door den Zwitserschen Bondsraad uitgenoodigd om zich te doen vertegenwoordigen op eene internationale Conferentie, den 8<sup>en</sup> Mei 1903 te Bern te houden, ten einde eene overeenkomst te sluiten over de twee volgende vragen, in verband met de arbeidswetten :

- » 1<sup>o</sup> Verbod van het gebruik van witte phosphor bij het vervaardigen van zwavelstekjes;
- » 2<sup>o</sup> Verbod van nachtwerk, voor vrouwen, in nijverheidsgestichten.
- » 's Konings Regeering is vanzins deel te nemen aan gemelde Conferentie. »

#### Afkondiging van eene Verzameling der verdragen.

Eene Afdeeling had het verlangen uitgedrukt dat er maatregelen zouden worden genomen om het bestudeeren van de internationale overeenkomsten in zake van arbeidsovereenkomst te centraliseeren. Uit bovenstaande bedenkingen blijkt dat daarover tot hertoe nog heel weinig verdragen bestaan. Al brengt uwe Middenafdeeling hulde aan het oogmerk van bovenvermelden wensch, toch achtte zij raadzaam eene meer algemeene vraag te stellen en de Regeering te verzoeken het stelselmatig afkondigen van al de internationale akten aan te moedigen. Die vraag scheen des te belangwekkender, daar een bijzonder persoon onlangs in deze een verstandig initiatief had genomen, met geldelijken steun der voornaamste beschaafde Staten. Uit het antwoord des Ministers van Buitenlandsche Zaken leert men dat de Belgische Regeering dat wetenschappelijk werk insgelijks steunde.

---

(1) Koninklijke besluiten van 25 Maart 1890; 26 December 1892; 19 Februari 1895 en 18 April 1898, art. 3

6<sup>o</sup> Vraag.

« Kan de Regeering niet meer gemak verschaffen, om in België de internationale overeenkomsten tusschen vreemde landen, namelijk in zake van arbeidsovereenkomst, te bestudeeren, door het aanmoedigen van de algeheele of beknopte afkondiging dier stukken? »

## Antwoord.

« Het Departement van Buitenlandsche Zaken trachtte steeds het bestudeeren van de internationale overeenkomsten te vergemakkelijken. Herhaaldelijk ondersteunde zij de uitgaven, bestemd om den tekst der verdragen en overeenkomsten door België met vreemde landen gesloten, op praktische wijze in 't bereik der belanghebbenden te stellen.

» Nog onlangs schonk zij eene toelage voor de uitgave van het *Recueil international des traités du XX<sup>e</sup> siècle*, dat den tekst zal bevatten van al de internationale overeenkomsten, te sluiten tusschen de verschillende Staten der wereld.

» De Regeering, die reeds vroeger eene praktische verzameling afkondigde, ten gebruike der arbeiders, zal volgaarne bijdragen om bij voorkomend geval die uitgave aan te vullen door noodig bevonden nieuwe inlichtingen. »

## Scheidsrechterlijke verdragen.

De volgende vraag betreft het scheidsgerecht :

7<sup>o</sup> Vraag.

« A. Heeft de Regeering gedacht aan onderhandelingen voor scheidsrechterlijke verdragen?

» B. Weet de Regeering dat België's gezant bij Z. M. den Koning van Italië zou onderhandelen voor het sluiten van een scheidsrechterlijk verdrag tusschen den Onafhankelijken Congostaat en Italië? »

## Antwoord.

« A. Sedert verscheidene maanden onderhandelt de Regeering voor het sluiten van scheidsrechterlijke verdragen.

» Die onderhandelingen slaagden reeds te Petersburg, Bern, Stockholm en Madrid. Met vele andere landen worden zij voortgezet.

» De Regeering is vanzins nog in den loop van dezen zittijd de verdragen aan de Kamers te onderwerpen. »

« B. 's Konings Gezant bij den Koning van Italië werd niet aanzocht om namens den Onafhankelijken Congostaat met de Italiaansche Regeering te onderhandelen over het sluiten van een scheidsrechterlijk verdrag. »

De vraag over de zoogezegde tusshenkomst van België's Gezant te Rome, voor het sluiten van een scheidsrechtelijk verdrag tusschen den Onafhan-



kelijken Congostaat en Italië, gaat uit van de minderheid der Middenafdeeling.

Uit hoffelijkheid jegens de minderheid, die daarop aandrang, weigerde de meerderheid niet de vraag te stellen, doch zij doet uitdrukkelijk uitschijnen dat het geenszins in hare bedoeling ligt de minste blaam te werpen op de ambtenaren, die op diplomatisch of op militair, bestuurs of rechterlijk gebied den Onafhankelijken Congostaat eene tijdelijke medewerking zouden verschaffen, die volstrekt geen gevaar oplevert voor den persoonlijken band, zooals hij door de Belgische wetgevende macht werd bekrachtigd.

Overigens hebben Belgische gezanten of ambtenaren menigmaal namens den Onafhankelijken Congostaat veel gewichtiger diplomatische overeenkomsten bewerkt dan een scheidsrechterlijk verdrag. Dat geschiedde, onder andere, in zake van de Overeenkomst van 25 Mei 1891 met Portugal, ondertekend door den heer Edouard de Grelle Rogier, toenmaals gevolmachtigd Minister van België te Lissabon, en in zake van de algemeene Akte der Brusselsche Conferentie van 2 Juli 1890, waarbij een der gevolmachtigden van den Onafhankelijken Congostaat was de heer August Van Maldegem, raadsheer in het Hof van cassatie. Uit de ondervinding is gebleken dat dergelijke handelwijze geen bezwaar hoegenaamd oplevert.

### Bezoldiging van het diplomatisch personeel.

Uit de toelichting van het ontwerp van Begrooting volgt dat, naast overdrachten om de uitgaven voor het personeel onzer Gezantschappen in een enkel krediet samen te vatten, artikel 2 eene kredietsverhooging bestemt van . . . . . fr. 147,000 »  
 onderverdeeld als volgt :

1 <sup>o</sup> Vergoeding aan onbezoldigde diplomatische agenten . . . . .	14,000	»
2 <sup>o</sup> Aanvulling om op 21,000 frank te brengen de jaarwedde van België's gezant te Caïro, die vroeger slechts 18,000 frank bedroeg. . . . .	3,000	»
3 <sup>o</sup> Verbeteringen, herhaaldelijk door de Kamers gevraagd ten voordeele der hoofden van gezantschappen . . . . .	130,000	»

De Middenafdeeling vroeg om bijzonderheden over laatstgemeld cijfer.

#### 8<sup>e</sup> Vraag.

« Hoe is de som van 130,000 frank, uitgetrokken voor verbetering van den toestand van gezantschapshoofden, onderverdeeld ? »

#### Antwoord.

« Nevenstaande tabel bevat het antwoord op deze vraag en geeft bijzonderheden op over de verhooging van 255,000 frank, uiteengezet in de toelichting van artikel 6 van het ontwerp van Begrooting. »

POSTEN.	VROEGER STELSEL.		NIEUW STELSEL.	
	Jaarwedde.	Vergoeding.	Jaarwedde.	Vergoeding voor huisvesting en vertegenwoordiging.
Duitschland . . . . .	58,000 "	6,000 "	21,000 "	50,000 "
Oostenrijk . . . . .	58,000 "	6,000 "	21,000 "	50,000 "
Brazilië . . . . .	50,000 "	5,000 "	16,000 "	20,000 "
China . . . . .	50,000 "	5,000 "	16,000 "	50,000 "
Denemarken, Zweden en Noorwegen	25,000 "	5,000 "	21,000 "	12,000 "
Spanje . . . . .	50,000 "	5,000 "	21,000 "	18,000 "
Vereenigde Staten . . . . .	58,000 "	5,500 "	21,000 "	45,000 "
Frankrijk . . . . .	58,000 "	6,000 "	21,000 "	50,000 "
Groot-Brittanje . . . . .	58,000 "	6,000 "	21,000 "	50,000 "
Griekenland . . . . .	25,000 "	2,000 "	21,000 "	11,000 "
Italië . . . . .	58,000 "	4,000 "	21,000 "	25,000 "
Japan . . . . .	58,000 "	5,000 "	21,000 "	20,000 "
Luxemburg . . . . .	15,000 "	2,000 "	21,000 "	4,000 "
Marocco . . . . .	25,000 "	5,000 "	16,000 "	12,000 "
Mexico . . . . .	50,000 "	5,000 "	16,000 "	20,000 "
Nederland . . . . .	58,000 "	5,000 "	21,000 "	25,000 "
Perzië . . . . .	50,000 "	5,500 "	16,000 "	20,000 "
Portugal . . . . .	25,000 "	5,000 "	21,000 "	12,000 "
Rumenië . . . . .	25,000 "	5,000 "	21,000 "	15,000 "
Rusland . . . . .	58,000 "	6,000 "	21,000 "	50,000 "
Heilige Stoel . . . . .	50,000 "	4,000 "	21,000 "	19,000 "
Servië . . . . .	25,000 "	2,000 "	21,000 "	11,000 "
Zwitserland . . . . .	15,000 "	2,000 "	21,000 "	6,000 "
Turkije . . . . .	50,000 "	5,000 "	21,000 "	20,000 "
	852,000 "	90,000 "	479,000 "	595,000 "
	942,000 "		1,072,000 "	
VERSCHIL : verhooging 150,000 frank				

### Diplomatische en consulaire verblijven.

De drie volgende vragen betreffen het verblijf onzer diplomaten of consuls.

#### 9<sup>e</sup> Vraag.

« Kan het Departement de adressen onzer Gezantschappen en de uren waarop hunne kantoren open zijn, niet beter bekend maken? »

**Antwoord.**

« De Regeering zal de best geschikte middelen opzoeken, om gevolg te geven aan den uitgedrukten wensch. Zij zal in het *Almanach royal* de adressen onzer Gezantschappen en de uren van opening hunner kantoren vermelden. »

**10<sup>e</sup> Vraag.**

« Denkt de Regeering voortdurend aan het aankopen van verblijfplaatsen voor de Gezantschappen en Consulaten in overzeesche landen?

» Heeft zij in dat opzicht den toestand van ons Gezantschap te Washington onderzocht? »

**Antwoord.**

« Bij de beraadslaging over de Begrooting van Buitenlandsche Zaken voor 1902, liet de Regeering hare inzichten kennen over het geschiktmaken van verblijfplaatsen voor de Gezanten en Consuls van beroep in sommige landen.

» De Kamers weten wat dienaangaande werd verricht te Constantinopel en te Peking.

» Thans wordt een hotel voor het algemeen Consulaat te Séoul voltooid.

» Op die baan voortgaande, kocht het Departement van Buitenlandsche Zaken een grooten en goed gelegen grond te Shanghai, waarop eene woning voor het algemeen Consulaat zal worden gebouwd.

» De Regeering is gestadig bezorgd om den aankoop van hotels voor onze Gezantschappen in andere steden, met name te Washington. »

**11<sup>e</sup> Vraag.**

« Hoe verre zijn de bouwwerken der hotels voor onze Gezantschappen of consulaire verblijven in het Verre-Oosten gevorderd?

» Werd er een grond aangekocht voor het verblijf van den Consul te Shanghai en hoe is hij gelegen? »

**Antwoord.****I. Gezantschaps-hotel te Tokio.**

« Het hotel voor den Gezant en het paviljoen voor den Secretaris zijn gansch voltooid en bewoond.

**II Gezantschaps-hotel te Peking.**

» De verschillende paviljoenen voor het personeel van het Gezantschap, alsmede de kazerne, zijn voltrokken en bewoond.

» De werken aan het hotel des Gezants vorderen geregeld.

**III. Hotel van het algemeen Consulaat te Séoul.**

» Uit hoofde van den oorlog, moesten de werken tot het bouwen van dat

hotel voor zekeren tijd werden geschorst, doch zij werden hervat en worden goed doorgezet.

» Men denkt dat het gebouw op 't einde van Mei aanstaande onder dak zal zijn.

#### IV. *Hotel van het algemeen Consulaat te Shanghai.*

» Sedert jaren werd onze Consul te Shanghai gelast het Departement van Buitenlandsche Zaken in te lichten over de gelegenheden die zich zouden voordoen om in gunstige voorwaarden aldaar een hotel voor het algemeen Consulaat aan te koopen.

» Ten gevolge van de hooge waarde der eigendommen, gelegen nabij de kaaien, en ook uit hoofde van de overdreven eischen van de zeldzame eigenaars die willen verkoopen, moest onze algemeene Consul op den duur afzien van het ontwerp om in die omgeving een gebouw te vinden.

» In September laatstleden kocht hij voor rekening der Regeering een grond op den hoek van twee breede straten, in de nieuwe westerwijk, nabij de algemeene Consulaten van Nederland en Italië en het Spaansche Consulaat. Die grond is van de havenwijk gescheiden door een oefeningsplein en aan de handelswijk verbonden door groote straten. »

#### Toestand der Onder-Consuls.

Vele leden der Middenafdeeling spraken over het getal en den toestand onzer onder-consuls. Daarover werden de twee volgende vragen gesteld.

##### 12<sup>o</sup> Vraag.

« Dient de aanvangswedde der onder-consuls, ten minste in sommige verblijfplaatsen, niet te worden verhoogd? »

##### Antwoord.

« Er valt op te merken dat, met de bestaande consulaire inrichting, de onder-consuls stagiairen zijn, toegevoegd aan een agent van hooger grad, om ze in het vak op te leiden. Eerst na afloop van hun proeftijd, kunnen zij eigen betrekkingen verwerven.

» Onze jonge agenten, die geen ander ambt uitoefenen dan het hun opgedragene, komen slechts uitzonderlijk in betrekking met de plaatselijke overheden en hebben dus niet de kosten te dragen, die zijn verbonden aan geregelde officieele betrekkingen.

» In zulke omstandigheden, schijnt de hun toegekende aanvangswedde van 6,000 frank toereikend.

» Overigens mag de Regeering die jaarwedde op 8,000 frank brengen, wanneer zulke maatregel is gerechtvaardigd door bewezen diensten of de groote kosten van levensonderhoud in de dezen agent aangewezen verblijfplaats.

» Ook mag niet worden uit het oog verloren dat de onder-consuls, tijdens de afwezigheid van hun opperhoofd, eene buitengewone vergoeding van 500 frank per maand trekken, voor tijdelijke waarneming van den post. »

13<sup>e</sup> Vraag.

« Wat is het getal en het tegenwoordig verblijf onzer onder-consuls? »

## Antwoord.

« Thans zijn in ambt, 52 onder-consuls.

» Agenten van dien graad zijn toegevoegd aan de Gezantschappen te Peking (twee agenten), te Téhéran, te Tokio en te Washington, alsmede aan de Consuls van beroep te Bangkok, Bombay, Buenos-Ayres, Capetown, Caracas, Keulen, Guatemala, Hankow, Johannesburg, Havana, La Paz, Lima, Manilla, Melbourne, Ottawa, Santiago (Chili), Sainte-Croix-de-Ténériffe, Séoul, Shanghai (twee agenten), Smyrna, Sophia en Tunis.

» Drie agenten, thans ter beschikking van het Departement, krijgen eerlang hunne bestemming. »

## Reisbeurzen.

Eene laatste vraag betreft de reisbeurzen. Sedert de uitbreiding van het hooger handelsonderwijs in België, werd de instelling der reisbeurzen heringericht. Om ze goed te doen werken en praktische uitslagen te doen opleveren, verzocht de Middenafdeeling de Regeering nauwkeurig te antwoorden op onderstaande punten :

14<sup>e</sup> Vraag.

« A. Hoeveel personen genieten thans reisbeurzen?

» B. Wat is hunne verblijfplaats en welken stand bekleeden zij er?

» C. Welke maatregelen werden genomen opdat, volgens het doel der instelling waaruit zij voordeel genieten, zij die eene beurs verwierven zich duurzaam in den vreemde vestigen? »

## Antwoord.

« A. Achttien licentiaten in handelswetenschappen genieten thans eene reisbeurs.

» B. Zij verblijven in de volgende landen : een in Zuid-Afrika, een in Australië, een in Britsch Borneo, een in Canada, vier in China, een in Egypte, vier in de Vereenigde-Staten van Amerika, een in Guatemala, een op de Philippijnsche eilanden, een in Engelsch Indië, een te Singapour, een in Zweden.

» Tien beursgenieters zijn in dienst van handels- of nijverheidshuizen; zes vertegenwoordigen Belgische huizen; een is beambte in een bankhuis; een is voorloopig verbonden aan de Belgische Commissie der internationale Tentoonstelling te Saint-Louis, om zijne bepaalde nederzetting in de Vereenigde-Staten te vergemakkelijken.

» C. Bij het toekennen van beurzen wordt den genietters uitdrukkelijk verklaard dat de toelage hun wordt verstrekt om zich voorgoed in een vreemd land te vestigen.

» Overigens betaalt de Regeering de beurs maar wanneer de aanvrager duidelijke inlichtingen heeft gegeven over de wijze waarop hij zich in den vreemde zal vestigen. Bij het onderzoek van die omstandigheden, wordt in ruime mate rekening gehouden met de verbintenissen, door den jongen licentiaat uit eigen beweging aangegaan met huizen die geneigd zijn handel te drijven met België.

» De consuls in de landen waar de beursgenieters zich vestigen, moeten anderzijds ieder halfjaar een verslag inleveren, opdat het Departement van Buitenlandsche Zaken zou kunnen oordeelen over het welslagen der onderneming in een vreemd land.

» De Regeering behoudt zich voor om te onderzoeken of er geene andere goede maatregelen kunnen genomen worden, zonder het beoogde doel voorbij te streven. Zoo gaat zij na of het niet raadzaam ware het derde jaar de beurs maar te betalen zoo het is gebleken dat de titularis een goed doorzicht gebruik maakte van de ter zijner beschikking gestelde toelage. »

### Stemming over de Begrooting.

In de Afdeelingen werden de stemmen uitgebracht als volgt :

1<sup>o</sup> Afdeeling : de Begrooting wordt goedgekeurd met 10 stemmen tegen 1.

2<sup>o</sup> Afdeeling : 10 stemmen voor en 1 onthouding.

3<sup>o</sup> Afdeeling : 11 ja en 5 neen.

4<sup>o</sup> Afdeeling : 6 stemmen voor en 6 onthoudingen.

5<sup>o</sup> Afdeeling : goedgekeurd met 12 stemmen en 6 onthoudingen.

6<sup>o</sup> Afdeeling : 11 ja en 2 onthoudingen.

Dus te zamen 60 ja, 6 neen en 15 onthoudingen.

De Middenafdeeling keurde het ontwerp eenparig goed, min eene stem tegen en eene onthouding.

Bij gevolg heeft de Middenafdeeling de eer de Kamer voor te stellen het wetsontwerp goed te keuren.

*De Verslaggever,*

B<sup>on</sup> L. DE BÉTHUNE.

*De Voorzitter,*

F. SCHOLLAERT.

